SON NOUVEAU PARTI A CLÔTURÉ SON CONGRÈS CONSTITUTIF

Les choses sérieuses commencent pour Ali Benflis

Ali Benflis a été officiellement plébiscité comme président du Parti de l'avant-garde des libertés, au premier jour de son congrès constitutif, samedi en soirée. Sans surprise bien sûr. L'ancien chef du gouvernement sera secondé, dans la conduite du nouveau parti, par un bureau politique et un comité central.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Le comité central, dont le nombre des membres est de 390, a constitué, d'ailleurs, l'enjeu principal du congrès. L'engouement et l'envie d'y figurer étaient tels, que l'élection de ces membres, initialement programmée pour la soirée de samedi dernier, s'était «éternisée». Il aura fallu toute la journée d'hier dimanche pour que la commission des candidatures puisse trancher des cas litigieux dans certaines wilayas. Le président du parti, Ali Benflis, n'a refait son apparition sur les lieux du congrès, à l'hôtel Hilton d'Alger, que tard dans l'après-midi. Il devait auparavant assainir toute la liste, de concert avec le président de la commission des candidatures, en plus de finaliser sa propre liste, celle des membres désignés. Après le comité central, Benflis a désigné un bureau politique de 31 membres, dont sept à titre d'observateurs «des jeunes qui seront choisis pour qu'ils puissent s'aguerrir», nous explique-t-on. Aussi, Benflis a introduit une nouvelle fonction dans l'organigramme de sa formation politique, celle de secrétaire général du bureau politique confiée à l'ancien ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf. Le nouveau parti, constitué de nombreux transfuges du FLN mais surtout de ce qui constituait les soutiens du candidat Ali Benflis aux présidentielles de 2004 et de 2014, compte dans ses structures de nombreux cadres, notamment les fidèles comme Abdelkader Sallat, Azouz Nasri, Abdesselam Medjahed, Abdelkader Zeydouk, Nourredine Taleb ainsi que plusieurs autres partisans qui l'avaient accompagné pendant toutes les étapes. Ce parti, désormais légal en attendant l'agrément formel du ministère de l'Intérieur, fera certainement face à une hostilité «particulière» de la part du clan présidentiel. Le secrétaire général du FLN, qui avait fait coïncider sa première conférence de presse post-congrès en même temps que l'ouverture des travaux du congrès constitutif de la formation de Benflis, en donne déjà un aperçu…

K. A.

Photo : Samir Sid

Ali Benflis.

FIDÈLE À L'OPTION DU CONSENSUS NATIONAL

Hamrouche avoue sa «crainte de la rue»

Mouloud Hamrouche tient à l'option du consensus national, seule voie à même «d'accompagner le système actuel vers la porte de sortie dans le calme et dans l'organisation». Car, pour lui, l'option de la rue qu'il avoue craindre, est porteuse de dangers avec la «nouvelle tyrannie» qu'elle pourrait nous servir.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Une conviction «chevillée» sur laquelle l'ancien chef du gouvernement sous l'ère de feu Chadli Bendjedid est encore revenue. Et il ne manque pas d'arguments lui qui dit ne pas croire en l'existence ou en l'émergence d'une nouvelle force politique. «Soyons réalistes et sincères, il est impossible dans ce climat et ces entraves au sommet et même au sein des partis et dans la société qu'émerge une force nouvelle.» Et de s'interroger : comment et avec qui la créer ? La solution, selon lui, c'est de faire face à ce qu'il appelle «l'affrontement qui conduit à l'effondrement. L'absence de l'autorité de l'Etat conduit à l'effondrement général. Ceci est la responsabilité de tous, dont le régime. Une œuvre qui ne saurait se faire sans associer le pouvoir». Une contrainte à laquelle se greffe une autre, celle de «l'absence du pouvoir de l'Etat» qui peut, selon lui, «nous mener à l'effondrement général».

S'exprimant dans le cadre du forum du quotidien arabophone *El Khabar*, Hamrouche n'a pas manqué de passer au crible la situation du pays. Pour lui, tout ce qui caractérise la scène nationale ces derniers temps, les changements opérés au FLN et au RND, les deux fers de lance du pouvoir, ne sont qu'«une tentative visant à vendre une vieille marchandise périmée» et «tromper l'opinion publique dans sa capacité à sauvegarder la stabilité de ses structures, semer l'illusion au lieu de l'espoir». Un système arrivé, estime-t-il, «à sa date de péremption non pas à cause de sa vieillesse mais parce qu'il a passé sa vie et son effort à faire barrage à l'émergence d'alternatives politiques et sociales. Et le prix a été de se jouer de l'identité nationale, de la religion, de la culture et de l'économie nationales». Il poursuit, estimant que c'est là «une tentative de retour aux arrangements d'un passé révolu. Ce qui ne conférera aucune efficacité au gouvernement et ne nourrira aucunement le pouvoir d'une quelconque légitimité.

Et d'affirmer que le système n'a pas que deux issues de secours : soit un «consensus entre ses différents clans», soit «l'exclusion d'une partie par l'autre».

Hamrouche estime, par ailleurs, ne pas croire en un conflit entre le Président et le DRS, l'accaparement des centres de décision par les hommes d'affaires et le retour d'anciennes figures politiques comme le prétendent certains. Pour lui, ce ne sont là que «des illusions du système pour qu'il cache une vérité, celle de sa fin». Mais s'il s'en est pris au pouvoir, Hamrouche n'a pas manqué de «titiller» quelque peu l'opposition. Du moins certaines parties de l'opposition qui «jouent» le jeu du système en nourrissant «la guerre des clans au lieu de se nourrir des problèmes et des aspirations des Algériens.»

S'il lui reconnaît le mérite d'avoir restitué à l'institution présidentielle toute son autorité et tout son prestige mais avec davantage de prérogatives, Hamrouche soutient que le président de la République a «échoué dans toutes les politiques qu'il a engagées «malgré les prérogatives dont il jouit». «Nous avons été incapables de gérer les affaires du pays. C'est comme si nous étions dans une dictature. Car il est paradoxal qu'une personne qui a le pouvoir absolu dirige le pays dans cette direction», poursuit-il.

M. K.

HOLLANDE À ALGER

Le Maqam Chahid, c'est bien, restituer «Baba Merzoug», ce serait encore mieux

François Hollande déposera aujourd'hui une gerbe de fleurs au Maqam Chahid. C'est bien. Mais restituer «Baba Merzoug», arme mythique, un canon en bronze mesurant sept mètres, pesant 12 tonnes, saisi après la chute d'Alger en 1830 par l'armée coloniale, ce serait encore mieux, surtout à trois semaines du 53e anniversaire de l'Indépendance de l'Algérie le 5 juillet prochain. Surnommé «la Consulaire», ce canon est aujourd'hui installé à Brest.

Par Hassane Zerrouky

De quoi s'agit-il et pourquoi ce canon a-t-il une valeur si symbolique pour les Algériens ? Cette arme prestigieuse, fabriquée au XVIe siècle à Alger par un fondeur vénitien, qualifiée de «gardien d'Alger», a acquis sa célébrité lors de la tentative de la prise d'Alger en octobre 1541 par Charles Quint. L'expédition, forte de 516 navires, commandée par l'empereur autrichien et roi d'Espagne en personne, se solde par un désastre : lui-même a failli être fait prisonnier par les cavaliers berbéro-maures près de Bordj-Al-Bahri. La légende veut que «Baba Merzoug», qui figurait parmi les centaines de pièces d'artillerie défendant la ville, aurait à lui tout seul détruit une partie de la flotte de Charles Quint. D'une portée de 5 km, il était considéré comme l'arme la plus puissante de la Méditerranée.

Considéré alors comme un «don de Dieu» par les Algérois, ce canon fut, durant près de deux siècles, l'objet d'une véritable vénération. Il y a quatre ans, Fatima Benbraham, présidente du Comité national pour la restitution de «Baba Merzoug», a demandé publiquement la restitution de ce qui est considéré comme faisant partie du patrimoine algérien, alors que pour la France, il est stipulé que ce canon est «partie intégrante du patrimoine historique français».

Disons-le nettement, la France ne restituera ce «canon» que si l'Algérie en fait la demande. Le fera-t-elle ? Le doute reste permis. Les Français invoquent une procédure de déclassement complexe nécessitant la création d'une commission indépendante d'experts, voire l'adoption d'une loi, sous prétexte de protection des collections et autres œuvres fruit du pillage colonial exposées dans les musées ! Mais bon, François Hollande est à Alger pour soutenir le système. On ne va quand même pas l'ennuyer et gâcher sa visite avec une histoire de canon datant du 16e siècle ! Reste toutefois, que derrière cette question de restitution d'une pièce d'artillerie hautement symbolique, c'est tout le problème du pillage colonial – œuvres d'art et, surtout, archives que la France n'a pas totalement restituées –, qui demeure posé.

H. Z.

CONSEIL NATIONAL DE L'ONM, AUJOURD'HUI

Les moudjahidine préparent une nouvelle feuille de route

L'Organisation nationale des moudjahidine (ONM) tiendra, à partir d'aujourd'hui et pendant deux jours, la deuxième session de son conseil national. L'organisation dirigée par Saïd Abadou va tracer une nouvelle feuille de route pour l'année en cours, a indiqué Mehious Abdelmalek, coordonnateur de la wilaya d'Alger.

«Nous allons nous réunir pour évaluer notre programme de 2014 et tracer le programme d'action de 2015.»

S. A.